

Ce matin, au Parlement Wallon, Richard Miller, Député wallon de Mons-Borinage a interpellé le Ministre Président Jean Claude Van Cauwenberghe à propos de l'affirmation et du renforcement des liens entre les francophones de Wallonie et de Bruxelles.

Afin de couper court à la polémique qui avait surgi autour de la Commission des Arts de Wallonie, Richard Miller a précisé : « **Je le dis d'emblée, de façon à éviter tout malentendu : je suis favorable à l'affirmation culturelle de la Wallonie. J'ai même posé, lorsque j'avais la charge de Ministre, un acte important en ce sens : celui d'inscrire pour la première fois dans un texte officiel la reconnaissance d'une Ville wallonne au titre de capitale culturelle de la Wallonie. Mons dont la candidature au titre de Ville européenne de la Culture en 2015 sera en cas d'aboutissement une étape clé. Pour la seule Ville de Mons ? Non, pour la Wallonie et pour la Communauté, dans l'espace fédéral qu'est la Belgique, et dans l'espace qu'est l'Union européenne.** » Richard Miller a souligné l'importance des outils culturels prestigieux de la Wallonie comme l'Opéra Royal, l'Orchestre Philharmonique, l'Orchestre de Chambre, le Manège.Mons, le théâtre Jean Vilar, le Musée d'Art contemporain, Wallimage, et Charleroi Danses à propos duquel Richard Miller ouvre une parenthèse «...**mais là, je crois que vous avez un problème à Charleroi.** ».

Le débat est plus fondamental, dit Richard Miller, qui poursuit : « **Nous savons bien que la problématique est importante, ce n'est pas comme au cinéma une série B, une matière circonscrite à un type d'activité, à un département ministériel ou à une administration. Non, la question touche à l'enjeu même de tout ce que nous faisons ici ; au cœur même de l'engagement wallon ; bref à l'identité de la Région Wallonne, ainsi que de celles et ceux qui vivent dans cette Région, en étant nés ici, ou en ayant choisi de venir vivre ici.** »

Au-delà de l'affirmation commune de Richard Miller et de Jean Claude Van Cauwenberghe sur la nécessité d'un devenir construit en commun par la Wallonie et Bruxelles, il semble qu'un désaccord subsiste dans le Chef du Ministre Président qui, dans sa réponse à Richard Miller, paraît pessimiste à propos de l'avenir fédéral de la Belgique. Il envisage l'avenir sous forme d'une Belgique bi-régionaliste avec, évoquant la proposition de Charles Picqué, Bruxelles sous le statut de district international. Le Ministre Président évoque aussi la frilosité que la Région aurait à l'égard de Bruxelles, frilosité qui ne serait pas le fait des Wallons : « *Nous avons la volonté de travailler et d'être solidaires avec Bruxelles : mais veulent t'ils de nous ? Les derniers sondages ne semblent pas aller dans ce sens. Nous voulons travailler avec la Communauté française Wallonie Bruxelles, mais pas au point de nous émasculer, d'atrophier nos possibilités d'action.* »

Après avoir développé la complémentarité des flux économiques et sociaux qui s'échangent entre la Wallonie et Bruxelles Richard Miller réaffirme que si Bruxelles est une grande ville francophone , c'est aussi parce-qu'elle constitue un « **centre économique décisif pour la Wallonie** ». mais il tire la sonnette d'alarme : « **Sans la Wallonie, Bruxelles sera une proie pour le chat Flamand. La Flandre joue la carte de la concurrence culturelle, sociale, économique, avec un seul objectif : gagner de l'emploi flamand à Bruxelles** ».

Dans ce contexte, Richard Miller réfute les hypothèses d'une opposition entre Bruxelles et la Wallonie par le truchement de la Communauté française.

« La Communauté française n'est pas le lieu du centralisme Culturel Bruxellois, elle est une institution qui représente, aux yeux des spécialistes internationaux, un axe de solution aux conflits culturels qui agitent ou dévastent bien des régions du monde. »

Richard Miller ajoute : **« Exception faite de la RTBF, les montants répartis par la CFWB le sont pour 80 % à la Wallonie, 20 % seulement étant consacrés à Bruxelles. L'argument du centralisme culturel ne tient pas ou ne tient plus. »**

Dans la foulée, l'interpellation souligne l'importance des langues endogènes dans l'affirmation de l'identité culturelle. Richard Miller rappelle le lien évident que leur préservation entretient avec le média de service public de la Communauté française, **« La disparition du Wallon est une chose à laquelle nous avons le devoir de ne pas nous résoudre et toute action, y compris au niveau des émissions en Wallon à la RTBF, qui sont toujours prévues aux articles 12 et 13 du contrat de gestion, doit être soutenue. »**

Et Richard Miller conclut :

« Affirmer l'identité culturelle de la Wallonie est un combat qui nous est commun (...)mais soyons attentifs, en tout cas, au MR, dans les rangs de l'opposition, nous le serons, à le faire non pas contre ou sans Bruxelles, mais avec Bruxelles . »